



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/23
1^{er} mars 2000

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trentième réunion
Montréal, 29-31 mars 2000

AMENDEMENTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'AN 2000

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 2 210 300 \$US pour les amendements de son programme de travail pour l'an 2000 (approuvé à la vingt-neuvième réunion) et les coûts d'appui aux agences de 287 339 \$US.

2. Les activités proposées dans les Amendements du programme de travail du PNUE pour l'an 2000 sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous et sont regroupées en sept secteurs d'activités.

Tableau 1
Amendements du programme de travail du PNUE pour l'an 2000

Pays	Activité/projet	Date d'achèvement	Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
I. Préparation du programme de pays				
Albanie	Préparation du programme de pays	Juillet 01	60 000	60 000
Djibouti	Préparation du programme de pays	Juillet 01	60 000	60 000
Koweït	Préparation du programme de pays	Juillet 01	30 000	30 000
Suriname	Préparation du programme de pays	Juillet-01	50 000	50 000
II. Projets de renforcement des institutions				
Gambie	Renouvellement du renforcement des institutions	Avril 02	28 000	28 000
Grenade	Renforcement des institutions	Avril 03	30 000	30 000
Sainte Lucie	Renouvellement du renforcement des institutions	Avril 02	24 400	24 400
Zambie	Renouvellement du renforcement des institutions	Avril 02	50 400	50 400
III. Élaboration et mise en œuvre de PGF				
Barbade	Élaboration d'un PGF	Avril 01	30 000	En attente
Brunéi Darussalam	Élaboration d'un PGF	Avril 01	30 000	En attente
Maldives	Élaboration d'un PGF	Avril 01	30 000	En attente
Argentine	Formation dans le secteur de l'entretien des systèmes de réfrigération en Argentine (phase III)	Mars 03	300 000	En attente
Argentine	Assistance pour l'élaboration de politiques sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'octroi de permis pour l'importation/exportation de SAO en Argentine	Novembre 01	90 000	En attente
Argentine	Formation des agents de douane en Argentine	Juin 01	175 000	En attente
Guinée	Formation des agents de douane	Avril 01	43 500	42 500
Guinée	Formation des techniciens	Avril 01	69 000	66 500
Inde	Élaboration de politiques et de stratégies de formation des agents de douane en Inde	Mai01	90 000	En attente
IV. Bromure de méthyle				

Pays	Activité/projet	Date d'achèvement	Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
Chili	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Costa Rica	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
République dominicaine	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Kenya	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Malawi	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Mexique	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Philippines	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Thaïlande	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Zambie	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Zimbabwe	Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle	Mars 01	25 000	En attente
Général	Assistance pour l'élaboration de politiques afin d'éviter une augmentation de la consommation de bromure de méthyle dans les pays à faible consommation de bromure de méthyle	Mars 01	200 000	En attente
V. Activités particulières par pays				
Chine	Évaluation et analyse des risques de la mise en œuvre du Protocole de Montréal en Chine	Mai 01	0	0
VI. Activités particulières par région				
Région : ASP	Plan de gestion de la banque de halons	Avril 01	70 000	En attente

Pays	Activité/projet	Date d'achèvement	Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
	dans les pays de l'Asie occidentale : Bahreïn, Liban, Qatar et Yémen			
Région : ASP	Atelier militaire régional en Asie occidentale	Avril 01	100 000	En attente
VII. Activités mondiales				
Mondial	Stratégie à long terme pour la collecte, l'entreposage, l'élimination et la destruction des SAO et de l'équipement contenant des SAO	Février 01	100 000	En attente
Mondial	Conception d'un dessin animé afin d'instruire les enfants sur la protection de la couche d'ozone	Mars 01	100 000	0
Mondial	Adaptation du matériel audiovisuel existant afin de promouvoir le contrôle du commerce illégal de SAO	Avril 01	50 000	En attente
Mondial	Nouvelles activités et nouveau matériel de sensibilisation à distribuer au grand public	Mars 01	50 000	0
Mondial	Mise sur pied d'une compétition mondiale de bandes vidéo sur la protection de la couche d'ozone	Décembre 00	60 000	En attente
Mondial	Traduction et impression des documents OzonAction en français, en espagnol et en arabe	Mars 01	40 000	40 000
Total partiel			2 210 300	
Coûts d'appui aux agences			287 339	
Total			2 497 639	

I. Préparation du programme de pays

- a) Albanie (60 000 \$US)
- b) Djibouti (60 000 \$US)
- c) Koweït (30 000 \$US)
- d) Suriname (50 000 \$US)

3. Le PNUE propose d'aider les gouvernements de l'Albanie, de Djibouti, du Koweït et du Suriname à préparer leur programme de pays. La décision 22/25 stipule que le programme de pays doit comprendre des éléments d'un plan de gestion des frigorigènes.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

4. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus et des coûts d'appui connexes, au niveau de financement indiqué au tableau 1.

II. Projets de renforcement des institutions

- a) Gambie (28 000 \$US)
- b) Grenade (30 000 \$US)

- c) Sainte Lucie (24 400 \$US)
- d) Zambie (50 400 \$US)

5. La description des propositions de projets de renforcement des institutions des pays ci-dessus est fournie à l'annexe I du présent document.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

6. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus et des coûts d'appui connexes, au niveau de financement indiqué au tableau 1.

III. Élaboration et mise en œuvre de PGF

- a) Barbade (30 000 \$US)
- b) Brunéi Darussalam (30 000 \$US)
- c) Maldives (30 000 \$US)

7. Le PNUE propose d'aider les gouvernements de la Barbade, du Brunéi Darussalam et des Maldives à élaborer une proposition de projet de PGF conforme aux lignes directrices approuvées sur les PGF. La vingt-septième réunion du Comité exécutif a formé un groupe de contact chargé d'examiner les questions entourant la préparation et la mise en œuvre des PGF. Ces questions ont fait l'objet de longues délibérations en 1999, autant au sein du groupe de contact que du Comité exécutif. Le groupe de contact a mis fin à ses travaux lors de sa dernière réunion vers la fin du mois de janvier 2000 (au siège social DTIE du PNUE) en présentant une série de recommandations aux fins d'examen par la trentième réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/39). Toute décision que le Comité exécutif songe à prendre à cet égard aura des incidences sur le contenu et le niveau de financement de la préparation de nouvelles propositions de projets de PGF.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

8. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la demande de préparation de propositions de projet de PGF dans ces pays à la lumière de la décision que le Comité exécutif pourrait prendre concernant les PGF.

Argentine : Trois demandes de préparation de projets pour des activités reliées au PGF (565 000 \$US)

- a) Formation dans le secteur de l'entretien des systèmes de réfrigération (phase III) (300 000 \$US)
- b) Assistance pour l'élaboration de politiques sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'octroi de permis pour l'importation/exportation de SAO (90 000 \$US)
- c) Formation des agents de douane (175 000 \$US)

9. Le PNUE a inclus les trois activités ci-dessus qui font habituellement partie d'une proposition de projet de PGF. La formation des techniciens d'entretien des systèmes de

réfrigération dont il est question ci-dessus a pour but de leur décerner une accréditation en bonnes pratiques d'entretien des systèmes de réfrigération et en pratiques de récupération et de recyclage afin d'éviter le dégagement accidentel ou volontaire de CFC dans l'atmosphère. Le concept de la «formation des formateurs» a pour but de permettre au pays de continuer à assurer la formation sans assistance supplémentaire.

10. Le projet d'assistance pour la conception et la mise en œuvre d'un système d'octroi de permis a pour but d'améliorer la capacité de l'organisme de l'ozone à concevoir et à mettre en œuvre un système de contrôle et de surveillance du commerce des SAO et de l'équipement contenant des SAO, et de réduire l'incidence du commerce illégal de SAO. Le PNUE a indiqué qu'en raison de la taille du pays et du nombre de grandes entreprises qui utilisent/importent des SAO, les fonds prévus pour le projet de renforcement des institutions ne sont pas suffisants pour payer les coûts de l'élaboration d'un système efficace d'octroi de permis en plus des activités habituelles du CNO.

11. Le programme de formation des agents de douane a pour but de faciliter la création d'un système de permis d'importation/exportation des SAO et de former les agents de douane (inspecteurs, contrôleurs et policiers des douanes) afin qu'ils puissent identifier les SAO et les produits et équipements à base de CFC, et de fournir de l'équipement de détection des CFC.

12. À ce jour, le Comité exécutif a approuvé les projets suivants dans le secteur de l'entretien de l'Argentine :

- (a) Formation en réduction des fuites, contrôle des émissions, recyclage et gestion des frigorigènes sans CFC dans le sous-secteur de la réfrigération domestique, commerciale et de la climatisation au coût de 40 000 \$US dans le cadre d'une coopération bilatérale avec l'Australie (dix-septième réunion). Ce projet de coopération bilatérale avait pour objectif d'élaborer un programme de formation sur le contrôle des émissions et le recyclage dans les sous-secteurs de la réfrigération domestique et commerciale, et de la climatisation, à l'exception des climatiseurs d'automobile; de recenser les connaissances existantes sur les technologies de remplacement des SAO; d'identifier les politiques à l'appui; d'identifier les priorités pour la mise en œuvre des programmes de formation pilotes, et de mettre sur pied un atelier avec les représentants de l'industrie et du gouvernement.
- (b) Assistance technique et formation sur les appareils de réfrigération domestique et commerciale à base d'hydrocarbures au coût de 242 600 \$US dans le cadre d'un projet de coopération bilatérale avec le gouvernement de la Suisse (dix-neuvième réunion) afin de mettre en œuvre des projets pilotes pour la conception sans danger et rentable d'appareils de réfrigération domestiques et commerciaux, et d'adopter de normes de sécurité pour les installations de gonflage de la mousse à base de cyclopentane.
- (c) Programme national de formation des formateurs sur les bonnes pratiques en réfrigération au coût de 215 000 \$US dans le cadre du programme de travail du PNUE (vingt et unième réunion) afin de présenter des ateliers d'enseignement

pilotes pour un groupe central d'industries/organisations (240 participants); de fournir de l'équipement de recyclage et de détection de fuites à un groupe central; de modifier le matériel de formation existant; de surveiller l'expérience du groupe central dans la conception de la prochaine étape et de présenter un rapport à ce sujet; de discuter/analyser les politiques pour l'élaboration d'un plan de gestion du traitement et de l'élimination des frigorigènes à base de CFC, et de promouvoir des projets auprès du gouvernement et des secteurs industriels afin de mettre sur pied un programme de compétence et d'accréditation des techniciens de service. Un programme de formation à grande échelle sera élaboré et mis en œuvre à la phase III selon les résultats de cette phase. Il sera destiné aux sous-secteurs prioritaires, selon les besoins relatifs des sous-secteurs qui offrent le plus de potentiel de réduction.

13. Le Comité exécutif a pris les décisions suivantes concernant les PGF :

- (a) Dans sa décision 27/50, le Comité exécutif a approuvé le financement de la préparation de trois PGF pour des pays à faible volume de consommation, à titre d'essai, à raison d'un projet par grande région géographique (Chili, Égypte et Pakistan). Dans cette même décision, le Comité exécutif reporte explicitement le financement de la préparation d'un PGF dans deux autres pays (le Mexique et le Nigeria car les projets pour l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique sont couverts dans les projets recommandés pour le Chili et l'Égypte).
- (b) La décision 27/19 indique que i) aucun fonds ne sera consacré aux projets de formation d'agents de douane, tant que la législation pertinente n'aura pas été mise en place ou que des progrès importants n'auront pas été réalisés dans la promulgation de telle législation et ii) les agences d'exécution devraient communiquer aux pays qui se préparent à établir des législations des informations sur les questions relatives aux SAO pertinentes à la formation d'agents de douane pour leur permettre, en tant que parties prenantes, d'inclure des éléments pertinents en connaissance de cause dans le cadre de la préparation des législations. Selon le site Internet du PNUE (au 28 février 2000), on ne possède aucun renseignement sur la situation entourant la législation en Argentine.
- (c) La trentième réunion du Comité exécutif examinera les conclusions des délibérations du groupe de contact sur les propositions de projets de PGF et pourrait adopter les recommandations qu'il contient (UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/39).

Recommandation du Secrétariat du Fonds

14. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner les trois projets ci-dessus à la lumière des observations du Secrétariat du Fonds.

Guinée : Mise en œuvre du PGF (112 500 \$US)

- a) Formation des agents de douane (43 500 \$US)

(b) Formation des techniciens (69 000 \$US)

15. La consommation annuelle de CFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération a été évaluée à environ 46,0 tonnes. Les CFC sont surtout utilisés pour l'entretien des réfrigérateurs domestiques (33,0 tonnes), de l'équipement commercial et industriel (12,3 tonnes) et des climatiseurs d'automobile (0,7 tonne). SOGEDI, le seul importateur de CFC au pays, a importé une tonne de CFC (ou 2.4 % de la quantité totale importée), tandis que cinq entreprises du secteur «non structuré» (ateliers d'entretien de systèmes de réfrigération) ont importé plus de 40 tonnes de CFC .

16. Il y a près de 2 000 techniciens de service en réfrigération au pays qui travaillent dans 250 ateliers d'entretien de différentes tailles situés surtout dans la capitale. Ces ateliers entretiennent et réparent l'équipement de réfrigération domestique, commercial et industriel. Environ 200 techniciens ont reçu une formation professionnelle.

17. Les activités de sensibilisation du public menées par le Bureau de l'ozone ont entraîné l'inscription de quatre des cinq importateurs de CFC du secteur «non structuré» (qui n'étaient pas inscrits au Registre commercial) de la Guinée, ce qui permettra aux travaux sur la législation de se poursuivre plus efficacement et aux règlements existants d'être appliqués plus efficacement.

18. La vingt-deuxième réunion du Comité exécutif a approuvé un projet de récupération et de recyclage des frigorigènes (comprenant un programme de formation sur les pratiques de récupération/recyclage) en Guinée et a affecté la somme de 80 780 \$US à l'ONUDI pour sa mise en oeuvre. Le rapport périodique sur ce projet révèle que le programme de formation des 120 techniciens sur les activités de récupération et de recyclage est terminé et que 12,9 tonnes de CFC-12 ont déjà été récupérées et recyclées.

19. Le PGF comprend i) un programme de formation des agents de douane sur la création d'un système de permis d'importation/exportation. La formation comprend la familiarisation avec la législation sur les SAO ainsi que la désignation et la remise de rapports sur les SAO et l'équipement à base de SAO. Ce projet comprend également des trousseaux d'identification des SAO et ii) un programme de «formation des formateurs» pour les techniciens en réfrigération sur les bonnes pratiques de gestion ayant pour but d'améliorer les techniques d'entretien afin d'éviter l'émission de CFC dans l'atmosphère.

20. Le Secrétariat et le PNUE ont discuté du niveau de financement nécessaire pour les programmes de formation. Les coûts associés aux trousseaux d'identification des SAO et à l'équipement de réfrigération à utiliser dans le cadre des programmes de formation ont été modifiés en conséquence.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

21. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des deux sous-projets compris dans le PGF et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué au tableau 1 ci-dessus.

Inde : Élaboration de politiques et de stratégies de formation des agents de douane (90 000 \$US)

22. Le PNUE propose d'aider le gouvernement de l'Inde à élaborer des stratégies de politiques et de formation des agents de douane. Celles-ci seront mises en œuvre en étroite collaboration avec le Bureau de l'ozone et comprendront une évaluation de l'étendue et de la nature de la formation nécessaire au niveau national, régional et local afin de faire en sorte que les agents du gouvernement et des douanes acquièrent les connaissances et les techniques nécessaires pour élaborer et réaliser des stratégies d'élimination et de conformité réussies.

23. Le Comité exécutif a approuvé des demandes d'élaboration de politiques et de formation des agents de douane dans le contexte des propositions de projets de PGF.

24. Le PNUE a précisé que le projet ne portait pas sur la formation des agents de douane mais plutôt sur la préparation d'une stratégie nationale sur la formation des agents de douane. Il a ajouté que l'Inde est largement reconnu comme étant une importante source d'exportations illégales de CFC car c'est un grand pays complexe possédant plusieurs autorités nationales et régionales responsables de la vérification des échanges commerciaux, il y a plusieurs ports et plusieurs types de SAO qui entrent et sortent du pays, les avantages économiques de se prêter au commerce illégal sont très intéressants et la capacité de l'Inde et des autres pays du monde à satisfaire aux objectifs de 50 % de réduction en 2005 et de 85 % de réduction en 2007 dépendra essentiellement de l'efficacité des contrôles des importations et exportations des SAO en Inde. Ce contrôle exige la formation des agents de douane.

25. Précisons que la vingt-septième réunion du Comité exécutif a approuvé une demande du gouvernement du Canada (coopération bilatérale) concernant l'élaboration d'un manuel de formation des agents de douane sur l'importation ayant pour but de familiariser les agents de douane avec les dispositions et les calendriers d'élimination du Protocole de Montréal, une liste des codes douaniers, les noms commerciaux courants des SAO et les pratiques d'étiquetage courantes des SAO; le système de permis; l'examen des systèmes douaniers utilisés dans le contrôle des importations de SAO dans certains pays choisis; la distribution d'information sur la composition chimique des SAO et l'identification de l'équipement à base de SAO pour les frigorigènes et les contenants mal étiquetés; les enjeux entourant la contrebande de SAO et l'utilisation de l'identification. Ce manuel sera utilisé dans tous les projets de formation relevant du Protocole de Montréal.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

26. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la proposition de projet ci-dessus à la lumière des observations du Secrétariat du Fonds et des décisions qu'il pourrait souhaiter adopter au sujet des projets de PGF (UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/39).

IV. Bromure de méthyle

Améliorer les capacités des organismes agricoles locaux et des organismes non gouvernementaux en matière de communication sur le bromure de méthyle (450 000 \$US : 250 000 \$US pour les 10 pays et 200 000 \$US pour le projet mondial)

- a) Chili
- b) Costa Rica
- c) République dominicaine
- d) Kenya
- e) Malawi
- f) Mexique
- g) Philippines
- h) Thaïlande
- i) Zambie
- j) Zimbabwe
- k) Mondial

27. Le PNUE propose de mettre en œuvre un programme de communication sur le bromure de méthyle dans 10 pays qui connaissent une hausse importante de la consommation de bromure de méthyle et affichent un très faible niveau de conscientisation des fermiers sur la question. Les projets ont comme objectif général de sensibiliser les utilisateurs de bromure de méthyle à l'élimination, l'accessibilité des solutions de remplacement et les mesures qui peuvent être prises à cette fin; d'améliorer la capacité des organismes agricoles et des ONG à promouvoir les solutions de remplacement du bromure de méthyle, et de disséminer de l'information aux fermiers sur les solutions de remplacement utilisées avec succès dans les projets de démonstration en cours mis en œuvre par d'autres agences d'exécution. Ces projets ont comme objectif précis de mettre en œuvre des programmes de communication dans les pays choisis afin d'informer les utilisateurs de bromure de méthyle de l'élimination en cours et de leur montrer les résultats des projets de démonstration et comment adopter les solutions de remplacement.

28. Trois pays compris dans ce projet n'ont pas encore ratifié l'Amendement de Copenhague (République dominicaine, Philippines et Zambie). La consommation de bromure de méthyle pendant la période de référence (consommation moyenne de 1995 à 1998 en tonnes PAO) a été établie pour six des dix pays du projet :

Chili	212,5	
Costa Rica	434,3	
République dominicaine	104,2	
*Kenya	(200,0)	
Malawi	112,7	
Mexique	1 130,8	
*Philippines	(10,0)	
Thaïlande	164,9	(98% utilisé pour l'entreposage)
*Zambie	(30,0)	
*Zimbabwe	(470,0)	

* Non établie. Les chiffres entre parenthèses représentent une estimation fondée sur la consommation des années précédentes.

29. Le Comité exécutif a approuvé les projets suivants dans le secteur du bromure de méthyle dans les dix pays participant à ce projet :

Pays	Titre du projet	Agence	Montant approuvé \$US	Réunion
Chili	Préparation d'un projet de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle dans la fumigation des sols dans les pépinières et les lits de semences des pommes et des kiwis	PNUD	25 000	24
Chili	Préparation de projet pour les tomates dans le secteur du bromure de méthyle	Banque mondiale	25 000	24
Chili	Projet de démonstration sur l'essai de solutions de remplacement du bromure de méthyle pour le traitement des sols utilisés pour la culture des tomates et des poivrons	Banque mondiale	348 130	25
Chili	Technologie à base de bromosorb dans la fumigation des denrées	Canada	300 000	15
Costa Rica	Préparation de 2 projets de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle	PNUD	40 000	24
Costa Rica	Solutions de remplacement du bromure de méthyle pour la fumigation des sols dans la culture de melons	PNUD	180 500	27
Costa Rica	Solutions de remplacement du bromure de méthyle pour la fumigation des sols dans la culture de fleurs coupées	PNUD	193 500	27
Costa Rica	Préparation d'un projet d'élimination du bromure de méthyle dans la fumigation des céréales	France	30 000	29
République dominicaine	Préparation d'un projet de démonstration (tabac, curcubitacées, fleurs, tomates)	ONUDI	30 000	25
République dominicaine	Solutions de remplacement du bromure de méthyle : pasteurisation des sols (vapeur), culture dans des matériaux non pédologiques, solarisation avec biofumigation et faibles doses de produits chimiques, toutes les solutions utilisées de concert avec la GIP	ONUDI	324 500	26
Kenya	Solutions de remplacement du bromure de méthyle dans la fumigation des sols dans la culture de fleurs coupées à l'Institut de recherche agricole du Kenya (KARI)	ONUDI	328 900	24
Kenya	Préparation d'un projet de démonstration dans le secteur du bromure de méthyle	ONUDI	10 000	23
Kenya	Projet de programme de démonstration sur le remplacement du bromure de méthyle	Canada	100 000	26
Kenya	Remplacement du bromure de méthyle par des substances n'appauvrissant pas la couche d'ozone dans l'entreposage des céréales	Australie	232 834	21
Malawi	Préparation d'un projet de démonstration d'une	PNUD	25 000	24

Pays	Titre du projet	Agence	Montant approuvé \$US	Réunion
	solution de remplacement du bromure de méthyle (tabac)			
Mexique	Préparation de deux projets de démonstration des solutions de remplacement du bromure de méthyle (fleurs coupées et entreposage des récoltes)	PNUD	30 000	24
Mexique	Solutions de remplacement du bromure de méthyle dans la culture des tomates, des fraises, du tabac, des melons et des fleurs coupées.	ONUDI	790 350	25
Mexique	Solutions de remplacement du bromure de méthyle dans la fumigation des édifices	PNUD	498 300	26
Mexique	Projet de formulation d'un projet d'investissement dans le secteur du bromure de méthyle	ONUDI	20 000	22
Philippines	Préparation d'un projet de démonstration des solutions de remplacement du bromure de méthyle	PNUD	30 000	25
Philippines	Démonstration, formation et élaboration de politiques sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les sols utilisés pour la culture des bananes	PNUD	231 000	26
Thaïlande	Formulation de projet dans le secteur du bromure de méthyle	ONUDI	8 000	22
Thaïlande	Solutions de remplacement du bromure de méthyle dans l'entreposage des céréales (riz, maïs, tapioca, moulées et légumineuses à grain)	ONUDI	280 500	25
Zambie	Préparation d'un projet de démonstration	ONUDI	30 000	27
Zimbabwe	Solutions de remplacement du bromure de méthyle sur les piles de sacs de maïs placées sous des pellicules de PVC et dans des cocons de plastique imperméables aux gaz	PNUD	212 850	27
Zimbabwe	Formulation de projet dans le secteur du bromure de méthyle	ONUDI	8 000	22
Zimbabwe	Deux solutions de remplacement de l'utilisation de bromure de méthyle dans la production de semences de tabac résistantes à la sécheresse : culture dans des matériaux non pédologiques et faibles doses de produits chimiques	ONUDI	370 700	23
Zimbabwe	Préparation d'un projet de démonstration des solutions de remplacement du bromure de méthyle	PNUD	25 000	24

30. Le PNUE explique avoir volontairement choisi des pays dans lesquels il y a déjà eu des projets de démonstration car les activités de sensibilisation comprises dans ces projets n'atteignent pas tous les utilisateurs de bromure de méthyle dans tous les pays, surtout les cultivateurs de petite et de moyenne envergure et les fermiers qui pourraient avoir recours au bromure de méthyle dans l'avenir.

31. Le Comité exécutif a également approuvé les activités suivantes associées au bromure de méthyle dans le cadre des programmes de travail du PNUE :

Titre du projet	Montant approuvé \$US	Réunion
Atelier régional sur le bromure de méthyle pour les pays africains anglophones	100 000	16
Enquête et atelier régional sur le bromure de méthyle pour les pays africains francophones	275 000	21
Formation régionale des formateurs à l'intention des agents de vulgarisation	80 000	27
Atelier de formation régional sur l'élaboration de politiques	130 000	27
Atelier régional sur le bromure de méthyle pour l'Asie et le Pacifique	82 500	17
Atelier régional sur le bromure de méthyle pour l'Amérique latine et les Caraïbes	120 000	17
Atelier de formation régional sur l'élaboration de politiques	130 000	27
Formation régionale des formateurs à l'intention des agents de vulgarisation	80 000	27
Plan de politique sectorielle sur l'élimination du bromure de méthyle en Chine	150 000	24
Production d'une bande vidéo sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle	70 000	19
Conception d'un dépliant technique sur le bromure de méthyle	25 000	19
Guide d'information technique sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle	100 000	23
Guide à l'intention des CNO sur la réduction de l'utilisation du bromure de méthyle	100 000	23
Compilation des lois à l'intention des autorités de réglementation des pays visés à l'article 5 afin de décourager l'utilisation de bromure de méthyle et de favoriser l'utilisation des solutions de remplacement	50 000	24
Ressources techniques et institutionnelles pour les projets de remplacement du bromure de méthyle	30 000	24
Trousse d'information sur le bromure de méthyle	60 000	24
Compilation des cas d'espèce sur les solutions de remplacement commerciales et à faibles incidences du bromure de méthyle mises en œuvre avec succès	40 000	24
Rédaction de manuels de formation à l'intention des agents de vulgarisation	50 000	27
Formation des fermiers à l'échelle nationale et création d'une école de formation des fermiers sur le terrain (FFS)	60 000	27
Préparation d'un manuel explicatif sur l'utilisation des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans la culture des fleurs coupées	20 000	29

32. Les lignes directrices existantes sur les projets du secteur du bromure de méthyle indiquent que les programmes de sensibilisation du public et de dissémination de l'information doivent entrer en ligne de compte dans la préparation et la mise en œuvre de projets. Comme le mentionnent les lignes directrices, le processus d'élaboration du projet doit être ouvert et transparent afin que tous les experts du pays puissent y participer. Des ateliers réunissant des importateurs/exportateurs de bromure de méthyle, des agences gouvernementales, des fermiers/associations de fermiers, des établissements de recherche/universités, des ONG, etc., devraient être présentés au tout début des activités du projet au pays, si possible, afin de choisir la solution de remplacement qui convient le mieux. Tous les projets de démonstration et d'investissement devraient comprendre un important volet d'évaluation et de transfert d'information afin d'assurer une bonne compréhension et une distribution à grande échelle des

résultats des projets dans les pays ayant des cultures semblables ou utilisant le bromure de méthyle aux mêmes fins.

33. Le PNUE propose de mettre en œuvre une aide pour l'élaboration des politiques afin d'empêcher toute future augmentation de la consommation de bromure de méthyle dans les pays consommateurs de bromure de méthyle. Le PNUE estime que ce projet est nécessaire afin que les pays à faible volume de consommation ou non consommateurs ne deviennent pas un jour de plus gros consommateurs de bromure de méthyle. Le PNUE estime qu'il sera beaucoup plus rentable à long terme de favoriser les mesures de politique pour prévenir l'augmentation de la consommation de bromure de méthyle que d'approuver les projets d'investissement pour son élimination.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

34. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner les projets ci-dessus en fonctions des projets déjà approuvés pour le PNUE dans ce secteur et à la lumière des observations du Secrétariat du Fonds.

V. Activités particulières par pays

Chine : Évaluation et analyse des risques de la mise en œuvre du Protocole de Montréal (0 \$US)

35. Le PNUE propose d'aider le gouvernement de la Chine à identifier, examiner et proposer des moyens de réduire les risques économiques, sociaux, technologiques et politiques de la mise en œuvre du Protocole de Montréal en Chine et d'utiliser les résultats afin d'aider d'autres pays visés à l'article 5 qui pourraient éprouver le même genre de difficultés.

36. Le PNUE a indiqué que le gouvernement de la Chine a accepté de payer les coûts de cette activité à même les fonds déjà approuvés.

VI. Activités particulières par région

Région : ASP : Plan de gestion de la banque de halons dans les pays de l'Asie occidentale : Bahreïn, Liban, Qatar et Yémen (70 000 \$US)

37. Les gouvernements de la France et de l'Allemagne (coopération bilatérale) ont reçu une demande officielle des gouvernements du Bahreïn, du Liban, du Qatar et du Yémen pour la désignation, la préparation et la mise en œuvre de banques nationales de halons dans un contexte régional (UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/22). Les activités suivantes seraient mises en œuvre : la formulation d'un plan régional de gestion des halons, l'organisation d'un atelier pour la présentation et la distribution des résultats dans les pays de la région, et la démonstration d'activités sur les substances de remplacement ainsi que la récupération et le recyclage des halons. Le PNUE présenterait l'atelier. Le projet aura les résultats suivants : sensibiliser les gens au problème de l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'engagement à éliminer les halons nouvellement fabriqués, la réduction des émissions et des utilisations inutiles des halons, la création de banques de halons et le recyclage des halons, et l'élimination du besoin d'utiliser des halons nouvellement fabriqués.

38. Au moment d'écrire ces lignes, le gouvernement de la France informait le Secrétariat que le coût de cette activité avait été réduit à 50 000 \$US.

39. Le Secrétariat et les gouvernements de la France et de l'Allemagne discutent encore de questions en suspens contenues dans la proposition de projet.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

40. En attente.

Région : ASP : Atelier militaire régional en Asie occidentale (100 000 \$US)

41. Le PNUE propose la tenue d'un atelier afin de déclencher les activités de protection de la couche d'ozone par les organisations militaires de l'Asie occidentale en faisant mieux comprendre aux représentants militaires les incidences de l'élimination des SAO sur la sécurité nationale, le besoin de participer au processus du Protocole de Montréal et comment faire les premiers pas pour mettre en œuvre des programmes internes d'élimination/gestion des SAO.

42. Le Comité exécutif a approuvé des projets associés aux halons dans la région, dont la création d'un plan de gestion des banques de halons en Asie occidentale (Bahreïn, Liban, Qatar et Yémen), et des programmes de banques de halons en Jordanie (consommation de 195 tonnes PAO de halons) et en Syrie (consommation de 420 tonnes PAO). La consommation de halons est faible dans les autres pays de l'Asie occidentale (44 tonnes PAO dans les Émirats arabes unis, 12,5 tonnes PAO au Bahreïn et 3 tonnes au Qatar).

43. De plus, le Comité exécutif a approuvé trois ateliers sous-régionaux dans les pays de l'Asie et du Pacifique afin d'aider ces pays à créer ou à améliorer le programme de permis d'importation/exportation de SAO et de proposer des lois et des procédures à cette fin.

44. Les gouvernements de la France et de l'Allemagne (coopération bilatérale) ont présenté à la trentième réunion du Comité exécutif une demande de création de banque de halons régionale en Asie occidentale comprenant un atelier présenté par le PNUE aux utilisateurs de concert avec la réunion régionale.

45. À cet égard, le PNUE a indiqué que la proposition de projet présentée par des gouvernements de la France et de l'Allemagne ne comprenait pas le secteur militaire. Si le projet de PNUE et le projet bilatéral devaient être approuvés, les travaux seraient alors coordonnés afin de déterminer la faisabilité d'organiser les ateliers militaire et de halons un à la suite de l'autre. De plus, le PNUE a indiqué que les militaires sont non seulement des consommateurs de halons mais aussi de gros consommateurs de tétrachlorure de carbone, de sorte qu'il faut plus que des activités reliées aux halons pour répondre aux besoins du secteur militaire car elles n'offrent pas le cadre de gestion générale nécessaire ni l'échange d'expérience qu'exigent les organisations militaires pour éliminer l'utilisation des SAO.

46. La consommation de SAO par les militaires n'a jamais été mentionnée séparément dans les programmes de pays approuvés et les rapports périodiques sur leur mise en œuvre.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

47. Le Comité exécutif pourrait souhaiter décider s'il désire créer un programme d'activités indépendant pour la consommation par les militaires en Asie occidentale ou ailleurs compte tenu des facteurs suivants : i) la consommation par les militaires n'a jamais été calculée séparément dans un pays, ii) des projets d'investissement dans les entreprises ont déjà été approuvés dans le cours normal des affaires dans les pays où les militaires sont actifs et iii) le personnel militaire est en mesure de participer aux activités et aux ateliers nationaux, régionaux ou mondiaux financés par le Fonds multilatéral si les autorités militaires concernées décident qu'il y a va de leur intérêt d'y participer.

VII. Activités mondiales

Stratégie à long terme pour la collecte, l'entreposage, l'élimination et la destruction des SAO et de l'équipement contenant des SAO (100 000 \$US)

48. Le PNUE propose de mener une étude indépendante sur la faisabilité et les coûts des différents choix technologiques au niveau national et régional dans les pays en voie de développement, et de fournir aux Parties au Protocole de Montréal et au Comité exécutif l'information technique et économique qui leur permettra d'établir les politiques les plus efficaces, écologiques et rentables possibles pour éliminer SAO récupérées qui ne seront plus utilisées et mettre fin à la vie utile de l'équipement contenant des SAO.

49. Les Parties au Protocole de Montréal ont approuvé les technologies de destruction suivantes : incinération à injection liquide; fissuration des réacteurs; oxydation gazeuse/vapeurs; incinérateur à four rotatif; fours en ciment, incinérateurs pour déchets municipaux solides, pour les mousses contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone, et plasma RF. Les plus récents renseignements sur les technologies de destruction révèlent que celles-ci ne présentent pas un rapport coût-efficacité favorable.

50. Les rapports périodiques et/ou les rapports d'achèvement de projet sur les projets de récupération et de recyclage approuvés à ce jour ne mentionnent aucune quantité de CFC à détruire.

51. Le PNUE a réitéré que les pays visés à l'article 5 ont fait connaître à plusieurs reprises leur besoin de politiques et d'assistance technique afin d'aborder le problème de la collecte, l'entreposage, l'élimination et la destruction éventuelle des SAO et de l'équipement contenant des SAO. Le PNUE estime que sa proposition répond efficacement à ce besoin et mérite d'être approuvée.

52. Selon le Secrétariat du Fonds, la distribution d'information technique et économique aux Parties au Protocole de Montréal et au Comité exécutif proposée par le PNUE dans le cadre de l'étude semble relever directement du mandat du Groupe de l'évaluation technique et économique. Le mécanisme financier a comme rôle de transférer les technologies éprouvées afin d'aider les pays à satisfaire à leurs obligations en vertu du Protocole de Montréal.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

53. Le Comité exécutif pourrait souhaiter n'accorder qu'une faible priorité à cette proposition car la plupart des pays visés à l'article 5 utiliseront les SAO les plus courantes pendant encore neuf ans, les projets de récupération et de recyclage n'indiquent pas l'existence de grandes quantités de SAO disponibles aux fins de destruction dans les pays visés à l'article 5 et toutes les technologies de destruction coûtent très cher à l'heure actuelle.

Conception d'un dessin animé afin d'instruire les enfants sur la protection de la couche d'ozone (100 000 \$US)

54. Le PNUE propose de produire un dessin animé qui sera utilisé pour sensibiliser les enfants dans les écoles et fournir aux bureaux de l'ozone du matériel éducatif pour les enfants d'âge scolaire qui peut être doublé et adapté selon la situation locale. Le PNUE estime qu'éduquer les jeunes enfants au moyen d'un dessin animé peut avoir des bienfaits importants sur le maintien de la protection de la couche d'ozone.

55. Le PNUE explique qu'il s'adresse aux enfants car ils ont de l'influence sur les habitudes d'achat de leurs parents et que leur sensibilisation au problème de l'appauvrissement de la couche d'ozone et à l'existence de telles substances (réfrigérateurs, climatiseurs, fixatif à cheveux) les encouragera à inciter leurs parents à être des consommateurs mieux avertis et à acheter des produits écologiques. De plus, bien que l'élimination des SAO puisse avoir lieu en 2010, comme prévu, le maintien de cette situation ne sera possible que si les enfants sont informés de leur responsabilité de protéger la couche d'ozone.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

56. Le Secrétariat du Fonds ne recommande pas l'approbation de ce projet.

Adaptation du matériel audiovisuel existant afin de promouvoir le contrôle du commerce illégal de SAO (50 000 \$US)

57. Le PNUE propose de fournir une bande vidéo et des manuels afin d'aider les agents de douane et les bureaux de l'ozone à appliquer les mesures (surtout pour lutter contre le commerce illégal) dans les pays qui possèdent déjà des politiques de contrôle/systèmes de permis. Ce projet comprend l'adaptation des bandes vidéos existantes et du matériel de formation produit par d'autres agences dans le but de répondre aux besoins des pays visés à l'article 5. Le matériel sera utilisé dans des modules indépendants ou dans le cadre d'activités de formation du PNUE.

58. La neuvième Réunion des Parties a décidé que la création d'un système de permis devrait aider les Parties à prévenir le trafic illégal des substances réglementées (décision IX/8). De plus, la onzième réunion des Parties a prié instamment toutes les Parties d'adopter un système de permis conformément aux dispositions de la décision IX/8 et de l'article 4B du Protocole afin de faciliter la communication de données plus précises en vertu de l'article 7 (décision XI/23).

59. Par conséquent, une bande vidéo sur le trafic illégal pourrait s'avérer prématurée avant la création d'un système de permis. Par ailleurs, le PNUE a recensé 26 pays visés à l'article 5 qui ont adopté un système de permis et 17 pays qui sont en voie d'adopter un tel système.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

60. Le Comité exécutif pourrait souhaiter déterminer si cette activité relève du programme de base du PNUE.

Nouvelles activités et nouveau matériel de sensibilisation à distribuer au grand public (50 000 \$US)

61. Le PNUE propose de faciliter la dissémination d'information et d'activités de sensibilisation des bureaux de l'ozone en leur fournissant du nouveau matériel à distribuer, y compris du matériel qui traite de nouveaux sujets; et de mettre à jour les activités permanentes de mise en commun de l'information dans le cadre du programme OzonAction afin de répondre efficacement aux besoins changeants des pays en voie de développement en matière de sensibilisation, et peut-être assurer la distribution de l'information par le biais des porte-parole.

62. Le PNUE prévoit produire du matériel de sensibilisation comprenant, entre autres, des aimants, des épinglettes, des signets et des calendriers. Le PNUE ne considère pas ces articles comme du matériel promotionnel sur son programme car, selon le PNUE, le matériel portera des messages clairs sur la protection de la couche d'ozone. Toutefois, le PNUE a indiqué que ce projet aurait pour but de produire du matériel que le PNUE aussi peut utiliser pour sensibiliser les gens lors d'événements tels que la Journée de la couche d'ozone, des réunions, des congrès, des ateliers, etc. Il estime également que ce matériel serait un bon exemple de matériel que les pays pourraient utiliser dans le cadre de leurs propres projets de mise en commun d'information.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

63. Le Secrétariat du Fonds ne recommande pas l'approbation de ce projet.

Mise sur pied d'une compétition mondiale de bandes vidéo sur la protection de la couche d'ozone (60 000 \$US)

64. Le PNUE propose de mettre sur pied une compétition mondiale de bandes vidéo sur la protection de la couche d'ozone afin d'encourager les producteurs de films environnementaux à concentrer leurs efforts sur l'appauvrissement de la couche d'ozone en utilisant un véhicule qu'ils connaissent bien; de créer des partenariats stratégiques avec les médias afin de continuer à sensibiliser les gens sur le problème et les défis de la couche d'ozone, et de réunir des documentaires de haute qualité produits par les participants dans une banque d'images afin qu'ils puissent être doublés et utilisés par les bureaux de l'ozone dans le cadre de leurs activités d'information et de communication locales sur la protection de la couche d'ozone.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

65. Le Comité exécutif pourrait souhaiter déterminer si cette activité relève du programme de base du PNUE.

Traduction et impression des documents OzonAction en français, en espagnol et en arabe (40 000 \$US)

66. Le PNUE propose de traduire les documents existants du programme OzonAction en français, en espagnol et en arabe, de les imprimer et de les distribuer, afin d'aider les bureaux de l'ozone des pays de langue française, espagnole et arabe dans le cadre de leurs activités de sensibilisation et de distribution d'information.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

67. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de cette activité et des coûts d'appui connexes au niveau de financement indiqué au tableau 1, ci-dessus.

